



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du **02 FEV. 2026** mettant en demeure la société LAT NITROGEN FRANCE, pour son site localisé au GRAND-QUEVILLY, de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.121-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 réglementant les activités de la société LAT NITROGEN FRANCE sur le territoire de la commune du GRAND-QUEVILLY ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu la décision du 06 juin 12 relative à la reconnaissance d'un guide professionnel pour la surveillance des ouvrages de génie civil et structures de type ponts de tuyauteries ;
- Vu le courrier électronique de l'exploitant référencé HSE/MRN/25.132 en date du 12 novembre 2025 ;
- Vu le document « Expertise Racks Rev.3 » au format Excel de 2018 transmis par l'exploitant par courrier électronique du 12 novembre 2025 compilant le classement des ouvrages de supportage du site suite aux expertises visuelles menées selon le guide professionnel DT98 ;
- Vu le courrier électronique de l'exploitant référencé HSE/MRN/25.144 en date du 28 novembre 2025 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 06 novembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 05 décembre 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 05 décembre 2025 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier électronique en date du 18 décembre 2025 ;

#### CONSIDÉRANT :

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société LAT NITROGEN FRANCE le 06 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements à l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé :

- non-conformité n°1 (section I – article 8) : les désordres soulevés par le diagnostic des racks datant de 2018 (classement de racks en D3 et D3P) n'ont pour la grande majorité pas fait l'objet de mesures prioritaires et correctives, conformément au guide professionnel DT98 appliqué par l'exploitant et à l'article 8 du même arrêté ministériel qui prescrit des suites données à ce contrôle ;
- non-conformité n°2 (section VI – article 59) : l'inspection des installations classées n'a pas constaté de la part de la société LAT NITROGEN FRANCE de traçabilité des contrôles effectués justifiant d'examens périodiques spécifiques du bon état et de l'étanchéité des tuyauteries de transports de matières dangereuses relevant de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. L'inspection n'a pas constaté non plus de modalités d'entretien et d'examens périodiques à des fréquences associées, formalisées dans des consignes spécifiques. Qu'en conséquence, la formation délivrée au personnel de l'établissement ne peut être suffisante pour s'assurer de l'appropriation et de la bonne mise en œuvre par le personnel concerné des consignes précitées ;

que le classement D3 d'un pont de tuyauterie indique qu'un désordre constaté témoigne d'un risque structurel et que des travaux de réparation doivent être programmés ; et qu'un classement D3P indique que le désordre constaté est un désordre de niveau D3 pour lequel les travaux de réparation doivent être menés à une échéance prioritaire, parce que le désordre est de nature à compromettre la capacité portante de l'ouvrage ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAT NITROGEN FRANCE de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune du GRAND-QUEVILLY ;

que dans son courrier électronique du 28 novembre 2025 référencé HSE/MRN/25.144, la société LAT NITROGEN FRANCE s'engage à prendre en charge la mise à jour du diagnostic racks de 2018 sur la base du DT 98 par son département infrastructures et services ;

que dans ce même courrier, elle s'engage à proposer une planification à horizon premier trimestre 2026 du traitement des supportages classés D3 et D3P avec traitement, dans leurs proximités immédiates, des autres écarts (D1, D2) ainsi que de ceux qui n'auraient pas été identifiés lors du diagnostic initial ;

que des mesures doivent être mises en place du fait que plusieurs ponts de tuyauteries répartis sur les secteurs Ouest, Est et Sud du site de Grand-Quevilly sont classés D3 et D3P à l'issue de l'audit visuel de 2018 selon le guide professionnel DT98 et que celui-ci spécifie pour ce type de désordre la mise en place de mesures prioritaires sous 6 mois maximum et la mise en place d'actions correctives sous 3 ans maximum ;

que les conclusions de ce diagnostic datent de 2018, mais que depuis lors, seul le rack R4-EL situé sur le secteur Est du site de Grand-Quevilly a fait l'objet d'une remise en état complète et réceptionné le 23 octobre 2025 comme précisé par la société LAT NITROGEN FRANCE dans son courrier électronique du 28 novembre 2025 ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société LAT NITROGEN FRANCE (SIRET n° 421 454 406 00032), dont le siège social est situé 20 ter rue de Bezon à COURBEVOIE (92 400), est mise en demeure, pour son établissement de fabrication d'engrais et de produits azotés qu'elle exploite sur le territoire de la commune du GRAND-QUEVILLY au 30 rue de l'Industrie, de respecter les dispositions suivantes :

- de l'article 8 de la section I de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 précité en :
  - complétant, **avant le 30 avril 2026**, le diagnostic visuel de 2018 des ponts de tuyauterie du site et en élaborant un plan d'action pour les équipements classés D3 et D3P qui intègre les actions à mener immédiatement (surveillance renforcée, réparations) et les actions correctives de long terme tels que définis dans le guide DT98 ;
  - corrigeant les désordres classés D3 et D3P des racks R1-SL, R2-ST et R5-SL, relevés par le diagnostic visuel de 2018, **avant le 31 décembre 2026** ;
  - corrigeant les désordres classés D3 et D3P des autres racks, relevés par le diagnostic visuel de 2018, **avant le 30 juin 2027**.
- de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 précité en :
  - formalisant **avant le 30 juin 2026** dans les consignes prévues à cet article les modalités d'entretien et examens périodiques des tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses, ainsi que les fréquences associées ;
  - formant **avant le 30 juin 2026** le personnel de l'établissement concerné par ces consignes afin de s'assurer de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre.

### Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

### Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

### Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Grand-Quevilly pendant une durée minimum d'un mois.

### Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune du Grand-Quevilly, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de

Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société LAT NITROGEN FRANCE.

**02 FEV. 2026**

Fait à ROUEN, le

Le préfet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.